

Le 22 janvier, refusons le budget de pénurie de l'Éducation nationale !

Les organisations sous-signées dénoncent les effets catastrophiques qu'aura la mise en œuvre du budget 2011 pour l'Éducation nationale. Elles appellent tous les citoyens et futurs citoyens de ce pays à un premier acte de refus des conséquences de ce budget, le 22 janvier 2011 en participant à la manifestation du Collectif « l'éducation est notre avenir ».

Le budget a pour effet la suppression de 16 000 emplois au plan national dont 192 postes d'enseignants pour les Hauts de Seine (71 dans le 1^{er} degré, 121 dans le 2nd degré) et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Pourtant, les effectifs d'élèves vont continuer d'augmenter et la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

D'ores et déjà l'Inspecteur d'académie annonce la couleur : hausse des effectifs à tous les niveaux, menaces sur les remplacements,... Pire, alors que notre département connaît de très fortes inégalités, ce sont les élèves les plus en difficulté qui sont attaqués avec la remise en cause de l'éducation prioritaire (la quasi totalité des collèges et écoles situées en éducation prioritaire risquent de perdre totalement ou en partie leurs moyens supplémentaires) et la suppression programmée de nouveaux postes dans les Réseaux d'Aides Spécialisés aux Élèves en Difficulté (RASED).

Le collectif appelle lycéens, étudiants, parents d'élèves et personnels de l'éducation à participer à la journée nationale de mobilisation du 22 janvier en prenant part à la manifestation qui partira du Luxembourg à 14 heures 30. Cette première étape doit être suivie rapidement par d'autres initiatives.

Ensemble, refusons les fermetures de classes, la disparition des RASED, une nouvelle baisse de la scolarisation des plus jeunes en maternelle, même dans l'éducation prioritaire, la baisse des dotations des collèges et lycées, les réductions de postes et d'options, les hausses d'effectifs dans les classes, la disparition programmée de l'éducation prioritaire au profit du dispositif ECLAIR imposé sans concertation ... toutes ces attaques qui vont une nouvelle fois accentuer les inégalités, fragiliser les élèves les plus faibles et aller à l'encontre des missions du Service Public d'Éducation. De même, continuons de dénoncer les méfaits de la réforme Chatel et exigeons une véritable formation professionnelle des enseignants dans l'intérêt de tous !

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique et ambitieuse.

